

CRIMINALITÉ, un grand problème politique pour la rentrée

par Xavier Raufer

À L'ÉCHELLE nationale, les statistiques criminelles agglomérées peuvent sembler neutres – ici, ça monte un peu, là une décrue s'amorce – mais ces statistiques cachent souvent des disparités fortes, à l'échelon local et surtout, urbain ou suburbain. Et aussi, et surtout, des évolutions préoccupantes.

Exemple, la désertion croissante par les concierges et gardiens (signalée par l'Union sociale pour l'habitat, premier organisme HLM français), des quartiers dits « difficiles » et en réalité, hors-contrôle, où ils sont « *de plus en plus exposés à la violence* », car ils « *dérangent les trafiquants* ». Ainsi, dit *Le Monde* du 21 août 2010, 20 % des « *cités sensibles* » d'Ile-de-France n'ont plus aucun gardien « *faute de pouvoir y assurer leur sécurité* ».

Or, dans ces cités et quartiers, rôdent nombre de malfaiteurs hyperactifs, du type défini comme « *prédateurs violents* » par la criminologie. La préfecture de police en compte 19 000, ayant tous commis au moins 50 infractions – vols avec violence, outrages à dépositaire de l'autorité, trafics de stupéfiants, etc.

Des paumés ? Non : des professionnels du crime utilisant, dit la Préfecture, « *d'innombrables alias*



**Criminologue,
Université Paris II
et Centre de recherche
sur le crime organisé et
le terrorisme, Pékin,
Université de
Science politique
et de Droit.**

ou pseudos, vivant sous de fausses identités et n'habitant évidemment jamais à l'adresse indiquée sur leurs papiers ».

Or la plupart devraient être incarcérés et sont libres, du fait de la non-exécution des peines – environ 80 000 peines de prison *exécutoires*, dont quelque 7 000 de plus d'un an, non exécutées ! Un fait regretté par la Préfecture de police : « *Nous arrêtons des braqueurs condamnés à cinq ans de prison* ». Ceux-ci, libres comme l'air quoique condamnés – et parfois récidivistes – déménagent et poursuivent paisiblement leur *business* illicite !

Au centre de toute la perspective criminelle, en France tout du moins, les fameux « *quartiers chauds* » : pépinières à terroristes ? Couveuses pour bandits ? Alimentés par cent poncifs et idées reçues, des commentaires ineptes coulent à flot, véhiculés par nombre de journalistes et politiciens.

Or confronté aux faits et chiffres, ce catéchisme droit issu de la « *culture de l'excuse* » a pour caractéristique majeure d'être entièrement faux.

Rappel du catéchisme : dans des « *quartiers pauvres* » et « *territoires de relégation* », croupirait toute une « *jeunesse abandonnée et méprisée* »... « *moins dangereuse*



qu'en danger », des damnés de la terre condamnés à « *une vie de galère* », ne recherchant finalement qu'« *un peu d'attention et de reconnaissance* ».

Observons d'abord que cette doctrine misérabiliste n'a rien de marxiste, Karl Marx lui-même qualifiant féroce­ment ce *lumpenprolétariat* (prolétariat en haillons) de « *racailles* ». On est là à mi-chemin entre le pire mélodrame hugolien et l'abbé Pierre terminal, tendance gaga – le tout dans un total mépris de réalités manifestes et établies : qu'on en juge.

• **Misère (entraînant et expliquant la révolte et la violence)** : FAUX ! d'après l'Insee, la Seine-Saint-Denis est le 15^e département le plus riche de France – ce bien sûr, sans l'économie souterraine qui l'irrigue. En y ajoutant les milliards de la drogue, le « Neuf-Trois » est sans doute en réalité parmi les cinq départements les plus riches de France.

Quels sont à l'inverse les plus pauvres ? L'Ariège (91^e), le Cantal (92^e) et la Creuse (96^e). Ajoutons un taux de pauvreté de 19 % dans un tiers des départements ruraux de France métropolitaine – c'est à dire plus élevé que dans le « Neuf-Trois ». Plus largement,

souligne lumineusement le géographe Christophe Giulluy « *85 % des ménages pauvres ne vivent pas dans les quartiers sensibles et... la majorité des chômeurs de longue durée se répartit sur l'ensemble du territoire* ». Or, où brûlent les voitures ? Où tire-t-on à la Kalachnikov sur les policiers ? Dans la Creuse ou en Seine-Saint-Denis ?

• **Les pauvres sont « assignés à résidence », dans de lointains territoires de relégation** : ARCHI-FAUX ! À l'échelle du Bassin parisien dans son entier, la Seine-Saint-Denis est dans une position confortablement centrale, non dans une lointaine bordure – et dans les « Zones urbaines sensibles » (ZUS) de ce département, comme dans celles des autres de la région parisienne, la mobilité de la population est la plus élevée de France (taux de mobilité de 61 %, selon l'observatoire national des ZUS).

• **Les quartiers sensibles représentent la jeunesse, la France rurale n'étant plus peuplée que de paysans séniles** : FAUX ! Ces quartiers et cités ne rassemblent que 9 % de la jeunesse (L'Insee, toujours), la France périphérique au contraire (grande banlieue et villes-



satellites des métropoles) abritant un jeune sur trois de 18-24 ans – ce, avec un taux de criminalité fort bas.

Ajoutons que l'espace rural (18 % de la population métropolitaine, 11 millions d'habitants) compte désormais 32 % d'ouvriers, 27 % d'employés – et seulement 7 % d'agriculteurs... sans que nulles déprédations ou exactions ne s'y commettent, ou presque.

Industrielle ou rurale, cette France périurbaine est celle des précaires, agriculteurs percevant les minima sociaux, ouvriers pauvres, travailleurs à temps partiel. Cette « France des plans sociaux » abrite les nouvelles classes populaires évincées des métropoles (centre-ville et première couronne) – désormais fiefs de la bourgeoisie-bohème (« bobo ») et des immigrés récents. Or, quoique victime de la recomposition sociale du territoire, cette France périphérique est calme. Malgré une pauvreté invisible, la délinquance y est rare et la criminalité, exceptionnelle.

Avec une insondable morgue, les journalistes-bobos dénigrent cependant cette France périphérique et sa « logique de repli ». Alors que, pour ces popu-

lations victimes de la mondialisation et de la prédation financière, il s'agit tout au contraire d'une demande de protection.

Or il est crucial de poser justement ce diagnostic, sans se laisser emporter par des lubies idéologiques ou par un sentimentalisme naïf. Car, de même qu'on ne raisonne pas juste sur des figures fausses, on ne peut édifier de politique efficace sur des concepts erronés.

Pourtant, c'est ce que l'on fait depuis trente ans sous le nom – déjà absurde – de « politique de la ville ». Comme de l'eau dans un trou, cette « politique » déverse des milliards d'euros dans des programmes immobiliers opaques et dans d'incontrôlables subventions. 550 millions en 2012 pour la politique de la ville. 390 millions pour la « cohésion sociale et l'égalité des chances », nom fort noble pour ce qui ressemble souvent à du racket ou du chantage à l'émeute. Tout un environnement à reconsidérer demain, à la lumière des réalités ci-dessus énoncées. Et un énorme problème pour le nouveau gouvernement, tiraillé entre ses éléments réalistes et ceux qui persistent et signent en matière de « culture de l'excuse ».